



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/168
9 juillet 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Point 99 de la liste préliminaire*

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT

Lettre datée du 15 mai 1996, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent du Japon
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le compte rendu de la Conférence sur la stratégie de développement, organisée à Tokyo les 21 et 22 mars 1996 sous les auspices du Gouvernement japonais. J'ai établi ce compte rendu en ma qualité de Président de la Conférence.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes** comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 99 de la liste préliminaire.

Le Représentant permanent du Japon
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Hisahi OWADA

* A/51/50.

** Le texte des annexes II et III est distribué uniquement dans la langue de présentation.



ANNEXE I

Compte rendu des travaux de la Conférence de Tokyo sur
la stratégie de développement, 21 et 22 mars 1996

(organisée par le Ministère japonais des affaires étrangères)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	3
RÉSUMÉ	3
I. SÉANCE PLÉNIÈRE DU JEUDI 21 MARS 1996	4
II. DÉBATS DES SOUS-GROUPES	6
A. Sous-groupe I : Définir les objectifs de développement pour une vision commune de l'avenir	6
B. Sous-groupe II : Le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le développement durable	8
C. Sous-groupe III : Moyens de promouvoir le développement	10
III. SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 22 MARS 1996	13

INTRODUCTION

La Conférence de Tokyo sur la stratégie du développement, présidée par S. E. M. Hisashi Owada, Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies, a réuni 25 représentants permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies, 3 représentants permanents adjoints, 28 ressortissants des pays participants, 7 hauts fonctionnaires d'organisations internationales et 2 animateurs (pour la liste des participants, voir annexe III). Tous ont participé à la Conférence à titre individuel. De nombreux observateurs étaient également présents.

La Conférence avait pour objet d'encourager le dialogue sur la stratégie du développement et d'apporter une contribution aux discussions de l'ONU concernant l'élaboration d'un agenda pour le développement et à la réflexion du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE sur la stratégie du développement. L'objectif n'était pas de parvenir à un consensus et de dégager des conclusions, mais simplement de favoriser les échanges de vues.

RÉSUMÉ

Les participants ont estimé que la stratégie de développement à mettre en oeuvre devrait présenter les caractéristiques suivantes :

1. Compte tenu de la mondialisation croissante, elle devrait être fondée sur un "nouveau partenariat" entre les pays développés et les pays en développement.
2. Elle devrait comporter des objectifs clairs, simples, réalistes et ambitieux qui répondraient à une vision commune de l'avenir. Ces objectifs contribueraient à sensibiliser le public à la question du développement, à définir des priorités et à encourager la transparence.
3. Elle devrait s'inscrire dans une démarche globale et s'appuyer sur les contributions financières et la volonté politique des donateurs comme des bénéficiaires. Elle devrait reposer non seulement sur l'aide publique au développement (APD) mais aussi sur les investissements privés et prendre en compte les questions relatives à la dette extérieure et, le cas échéant, la nécessité d'une restructuration budgétaire. Parallèlement, il faudrait adopter une approche différenciée, adaptée à la situation et aux besoins de chaque pays.
4. Elle devrait favoriser la réforme des institutions, renforcer la coordination au sein du système des Nations Unies et tirer le meilleur parti des compétences et de l'efficacité du personnel. Elle devrait reposer sur une coopération renforcée entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods. La stratégie devrait avoir pour objectif d'adopter des mesures concrètes pour réinvestir une partie des économies résultant de la rationalisation du fonctionnement de l'ONU dans des activités de développement comme la lutte contre la pauvreté.
5. Elle devrait être axée sur la personne.
6. Elle devrait mettre l'accent et s'appuyer sur des politiques économiques saines et une conduite avisée des affaires publiques.

7. Les résultats de la stratégie devraient être portés à la connaissance du public afin de mieux faire comprendre que l'amélioration de la situation des pays en développement est un facteur essentiel de la sécurité mondiale et de la prospérité de tous les pays.

I. SÉANCE PLÉNIÈRE DU JEUDI 21 MARS 1996

La séance a débuté par des allocutions liminaires prononcées par MM. Kazuo Ogura, Vice-Ministre des affaires étrangères du Japon, James H. Michel, Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE et K. Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (voir annexe II).

M. Ogura a souligné les principaux thèmes de réflexion et a proposé que les participants s'attachent à fixer des objectifs de développement, à repenser le rôle des organisations internationales dans ce domaine et à trouver des moyens de favoriser le développement. Il a insisté sur la nécessité de créer un "nouveau partenariat mondial" qui permettrait aux pays développés et aux pays en développement d'accomplir ensemble la grande tâche du développement. Il a proposé de fixer des objectifs concrets afin de donner une idée claire des progrès à réaliser au début du XXI^e siècle. Il a également suggéré qu'une partie des économies réalisées grâce à la rationalisation des organismes des Nations Unies s'occupant du développement soit réinvestie dans des activités de développement, comme par exemple la lutte contre la pauvreté.

M. Michel a situé la problématique du développement par rapport à la fois à la convergence des politiques économiques nationales et à une affirmation de la diversité des nations. Il a souligné qu'il fallait que les collectivités locales aient le contrôle des activités de développement et en prennent la responsabilité. Il a mis en évidence l'importance du développement participatif et la nécessité d'adopter des politiques qui favorisent le développement. Enfin, il a invité les participants à la Conférence à pousser aussi loin que possible leur réflexion sur les objectifs à adopter, la manière de les formuler et les moyens de les réaliser.

M. Amoako a évoqué les problèmes de développement que connaît actuellement l'Afrique et a fait valoir qu'il était essentiel de s'attaquer de front à la pauvreté tout en suivant des politiques qui favorisent l'instauration d'une croissance soutenue. Il fallait non seulement que les politiques suivies, mais aussi le climat politique, soient propices à une transformation structurelle durable; il fallait aussi mettre un terme aux conflits locaux et sensibiliser les différents partenaires de l'Afrique dans le monde à ses problèmes pour obtenir leur appui.

Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont fait de nombreuses suggestions concernant l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement.

1. L'instauration d'un nouveau partenariat mondial et la nécessité d'oeuvrer ensemble au développement ont été des thèmes récurrents des débats. Il a été souligné que la création d'un partenariat était importante dans la mesure où l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale engendrerait un

plus grand dynamisme de l'économie et aurait des retombées favorables pour tous les pays.

2. De nombreux participants ont appelé à aller au-delà des initiatives et des débats pour prendre des mesures concrètes. À cet égard, ils se sont accordés à reconnaître que la communauté internationale devait avoir une vision commune de l'avenir et qu'elle devait formuler des objectifs précis. Un participant a souligné qu'il était impératif de favoriser l'avènement d'un "nouveau pragmatisme de la coopération".

3. On a remarqué que le concept de développement dépassait de plus en plus la sphère économique et était désormais inextricablement lié à la paix et à la sécurité. De nombreux participants ont fait valoir que les pays développés et les pays en développement se heurtaient aux mêmes problèmes, notamment aux mêmes problèmes sociaux et écologiques. On a souligné que les progrès des pays en développement étaient un facteur essentiel de la sécurité et de la prospérité mondiales et se traduiraient par des effets positifs pour tous les pays.

4. De nombreux participants ont estimé que, en raison du caractère de plus en plus complexe des questions de développement et de la nécessité de fixer des objectifs clairs et compréhensibles pour le public, il fallait définir des priorités. Il était nécessaire que les donateurs comme les bénéficiaires s'emploient de manière concrète à atteindre les résultats escomptés. Cela était essentiel pour résoudre la crise de crédibilité et de confiance dont étaient victimes les efforts multilatéraux de développement.

5. Un participant a fait remarquer que, si la fin de la guerre froide avait permis à la communauté internationale de se consacrer davantage aux problèmes de développement, elle avait aussi entraîné l'effondrement du cadre existant de la coopération, rendant ainsi beaucoup plus complexe la mise en oeuvre de ce type d'aide. La situation était devenue d'autant plus compliquée que la coopération pour le développement ne concernait plus seulement les États. La société civile – en particulier le secteur privé – jouait un rôle de plus en plus actif. En outre, il arrivait que l'aide au développement soit offerte dans des situations de conflit, comme en Bosnie, ce qui ne faisait que compliquer davantage les choses.

6. Il a été suggéré que, à une époque où les apports de capitaux privés prenaient de plus en plus d'importance, le rôle de l'APD soit redéfini. Les participants ont mis en garde contre la "lassitude des donateurs" et ont souligné que l'APD restait essentielle pour le développement.

7. Les participants se sont interrogés sur les moyens de mobiliser la volonté politique nécessaire à la coopération pour le développement, étant donné le malaise économique dont souffraient les pays industrialisés, et se sont demandé si le concept même de coopération n'était pas remis en question. Certains ont estimé qu'il fallait tirer parti du manque de ressources financières en recentrant les activités, en renforçant la coopération, en se concentrant sur les questions prioritaires et en répartissant les tâches selon les compétences de chacun.

8. La question de la réforme de l'Organisation des Nations Unies a suscité deux types de réaction. D'une part, les participants ont estimé que le mot "réforme" ne devait pas devenir un euphémisme pour "amputations budgétaires". D'autre part, ils ont exprimé le souhait que les économies réalisées grâce à la rationalisation et à la modernisation de l'Organisation soient réinvesties dans les activités de développement.

9. Les pays en développement doivent prendre la responsabilité de leurs activités de développement. La coordination des activités serait peut-être meilleure si les pays bénéficiaires élaboraient leur propre stratégie de développement. Par ailleurs, les participants ont préconisé que la stratégie de développement aille au-delà du modèle traditionnel donateur-bénéficiaire. Les donateurs comme les bénéficiaires se sont prononcés en faveur d'un développement plus participatif.

10. Plusieurs participants ont estimé nécessaire de s'attaquer au problème de la dette extérieure qui accable de nombreux pays en développement.

II. DÉBATS DES SOUS-GROUPES

A. Sous-groupe I : Définir les objectifs de développement pour une vision commune de l'avenir

Le sous-groupe I a été présidé par M. Atsushi Hatakenaka, Directeur général du Bureau de la coopération économique au Ministère japonais des affaires étrangères.

M. Pierre Defraigne a, dans sa communication, examiné dans quelle mesure il est utile de fixer des objectifs de développement et difficile de le faire. Dans la discussion qui s'en est suivie, les participants ont donné leur avis sur la nécessité de fixer les objectifs de développement. Par la suite, le sous-groupe s'est penché sur les principes qui permettraient de déterminer les éléments qui devraient comprendre les objectifs.

Au début de la discussion, les points suivants sont apparus :

1. Le développement passe par l'établissement de liens de partenariat entre les pays développés et les pays en développement.
2. La communauté internationale doit avoir une vision commune de l'avenir et les objectifs chiffrés serviraient alors de base à une action concertée.
3. Les objectifs encourageraient les populations des pays en développement à poursuivre leurs efforts et les populations des pays développés à leur apporter leur soutien.

Certains ont noté que ces objectifs chiffrés devront tenir compte de la situation très variable des divers pays en développement. D'autres ont également souligné que les pays en développement mêmes doivent garder le contrôle de l'opération et doivent être étroitement associés à la fixation des objectifs.

On a également fait valoir les points suivants en ce qui concerne la fixation des objectifs :

1. Il faudrait présenter les objectifs sous une forme simple qui puisse être facilement comprise de façon à emporter l'adhésion de la population dans les pays en développement et dans les pays développés.
2. Il faudrait que les objectifs convenus soient fondés sur une volonté commune et l'engagement de la communauté internationale, c'est-à-dire des pays en développement comme des pays développés.
3. Il importe de définir non seulement des objectifs mais également des stratégies pour y parvenir, à la fois aux niveaux mondial et national, en particulier pour la mobilisation des ressources.

On a également évoqué les points suivants pendant la discussion :

1. Il faudrait que les objectifs soient quantifiables et il faudrait suivre les progrès accomplis pour les réaliser.
2. Il faudrait que les objectifs soient définis surtout en fonction des résultats plutôt que des moyens utilisés.

En ce qui concerne les éléments souhaitables des objectifs, on a soulevé les points suivants pendant la discussion :

1. Il faudrait que les objectifs soient réalistes tout en étant stimulants. Une fois les objectifs fixés dans le cadre d'un accord international, il ne faudrait pas les remettre en question, même s'agissant des pays les moins avancés (PMA).
2. Si de nouveaux indicateurs sont choisis, ils doivent emporter l'adhésion de tous (il ne faudrait pas notamment qu'ils soient plus faibles que ceux déjà acceptés).
3. Il faudrait que les indicateurs soient largement représentatifs du progrès économique et social.
4. Les indicateurs peuvent et doivent être à la fois qualitatifs et quantitatifs. Les donateurs devraient au besoin être en mesure de financer des évaluations qualitatives.
5. Certains indicateurs quantitatifs sont faciles à obtenir et devraient de préférence être déjà publiés.
6. Dans les cas où les indicateurs ont un caractère global, il faudrait également ventiler les indicateurs de progrès au niveau national. Si les donateurs conviennent de ces indicateurs, ils doivent fournir une aide au développement aux bénéficiaires qui entreprennent de mettre en oeuvre des politiques judicieuses pour réaliser les objectifs fixés.

7. Les objectifs doivent être ambitieux et être une source d'inspiration pour la population.

8. Il faudrait que les pays développés et les pays en développement s'emploient activement à réaliser les objectifs de développement.

9. Il faudrait que les objectifs soient fixés de façon collective et qu'on s'y conforme.

On a également mentionné la nécessité d'aider les pays en développement qui s'efforcent en particulier de renforcer la démocratie et d'appliquer des politiques économiques judicieuses.

Certains ont souligné l'importance que prenaient de plus en plus les flux privés de capitaux. D'autres ont fait observer que plusieurs PMA, en particulier en Afrique, ne recevaient pratiquement pas de capitaux privés.

B. Sous-groupe II : Le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le développement durable

Le sous-groupe II était présidé par M. Kazuo Asakai, Directeur général du Département de la coopération multilatérale au Ministère japonais des affaires étrangères.

On a en général reconnu que l'Organisation des Nations Unies jouait dans le domaine du développement un rôle majeur qu'il fallait renforcer, rendre plus efficace et appuyer dans la mesure du possible.

M. Richard Jolly a ouvert le débat en faisant un exposé dans lequel il a fait observer que la plupart des critiques qu'on adresse actuellement de toutes parts à l'action de l'ONU dans le domaine du développement se trompaient d'objet ou étaient fondées sur des idées fausses, même s'il est vrai qu'il faut réformer l'Organisation. Il a fait observer que les thèmes des trois sous-groupes étaient étroitement liés et qu'il fallait définir des objectifs clairs pour promouvoir la responsabilité et la coordination entre les organismes. Il a également fait remarquer que ces objectifs pouvaient contribuer aux efforts nationaux de développement.

Lors des débats qui ont suivi, on a formulé des observations générales sur l'action de l'ONU au service du développement et avancé plusieurs propositions sur les moyens de l'améliorer. À la suite de ce débat général, on a abordé un certain nombre de questions spécifiques telles que la réforme du Conseil économique et social et la question de la décentralisation ainsi que la question de la structure du Secrétariat et celle de la qualité du personnel de l'ONU.

Les principaux problèmes et propositions qui se sont dégagés au cours de la session ont été les suivants :

1. Au cours de la première phase consacrée aux questions d'ordre général, un certain nombre de participants ont évoqué des problèmes de politique intérieure et exprimé des doutes en ce qui concerne la contribution réelle de l'ONU.

Certains ont noté que l'aide au développement fournie dans le cadre bilatéral est souvent politiquement plus visible.

2. Les participants ont estimé que la question du renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies devrait être abordée d'urgence bien qu'il s'agisse en partie d'un problème d'image. Un consensus s'est dégagé sur la nécessité de prendre des mesures pour réformer l'Organisation.

3. Les participants ont en général souscrit à l'idée de réinvestir les économies qui résultaient de la réforme et de la rationalisation dans les activités de développement. Il fallait étudier de façon plus approfondie les moyens de mettre en oeuvre cette idée.

4. La nécessité d'améliorer la coordination et la coopération entre le système de Bretton Woods et l'Organisation des Nations Unies a été évoquée à plusieurs reprises. On a fait observer que l'Organisation des Nations Unies devait jouer un rôle important dans le processus de développement. Bien qu'on propose que l'ONU se concentre sur les questions sociales, on a également proposé que la Banque mondiale apporte une aide plus importante au secteur social, notamment à l'éducation.

5. Au cours des travaux, on a examiné la question de l'aide d'urgence et le bon usage qu'il faut en faire pendant la période de relèvement après les conflits.

En ce qui concerne les mesures à prendre pour résoudre les problèmes posés par les activités de développement de l'Organisation, les débats ont porté sur la réforme du Conseil économique et social et la décentralisation de ses activités.

1. En ce qui concerne le renforcement du Conseil économique et social, diverses propositions ont été présentées. Par exemple, on pourrait renforcer son rôle de coordination en faisant passer de 15 à 20 le nombre des membres du bureau et en regroupant les trois départements du secrétariat qui s'occupent de développement économique et social. Un bureau élargi pourrait se réunir plus souvent et répondre aux besoins d'urgence en matière de développement qui résultent, par exemple, de catastrophes ou de conflits. Selon une autre proposition, le Conseil économique et social serait plus efficace s'il avait des relations plus actives avec les institutions spécialisées. Les rapports entre le Conseil économique et social et l'Assemblée générale devraient également être examinés afin de réduire les doubles emplois dans leurs ordres du jour. En rendant le Conseil économique et social plus efficace, on pourrait également accroître la coordination avec les institutions de Bretton Woods en engageant un véritable dialogue. Aucun des participants n'a préconisé le maintien du statu quo.

2. La question suivante était la décentralisation, l'autre aspect de la question de la coordination des politiques au Siège. Plusieurs participants ont préconisé la décentralisation. Certains d'entre eux ont recommandé de mettre beaucoup plus l'accent sur une approche régionale qui est déjà mise en pratique dans quelques régions telles que l'Afrique et les pays de la Communauté d'États indépendants. Cependant, on a également fait remarquer qu'il convenait de réformer les stratégies régionales et qu'il était indispensable, en cas de décentralisation, de maintenir une direction centrale.

Enfin, nombre de participants ont estimé que toute discussion sur la réforme et l'efficacité devait porter aussi sur la question de la qualité du personnel, qui revêt une importance particulière si on veut renforcer l'Organisation et la rendre plus efficace. Les fonctionnaires internationaux devraient continuer d'avoir les plus hautes qualités. On a estimé qu'une procédure d'évaluation et de contrôle permettrait de renforcer la crédibilité de l'Organisation aux yeux du public. On a reconnu qu'il se posait un problème et qu'il fallait le résoudre.

Le thème dominant de la session a été le caractère urgent de la réforme et du renforcement de l'Organisation des Nations Unies, en général, et de ses activités de développement, en particulier. On espère que les participants tiendront compte des débats du sous-groupe qui incitent à réfléchir et en assureront le suivi.

C. Sous-groupe III : Moyens de promouvoir le développement

Le Sous-groupe III était présidé par M. Mahbub ul Haq, Président du Centre pour le développement humain à Istanbul.

Les délibérations du Sous-groupe III ont porté sur les questions suivantes : Quelle vision du développement retenir pour l'avenir? Comment promouvoir le développement? Quel rôle doivent y jouer les différents agents, à savoir les pays en développement et les pays développés, la société civile - secteur privé et organisations non gouvernementales - et les institutions internationales?

Le débat, animé par M. Nishikawa et M. Akyuz de la CNUCED, a été extrêmement vif et productif.

On trouvera ci-après un exposé des points importants issus de la discussion :

1. Il y avait lieu de chercher à définir des objectifs appropriés à l'horizon 2010. Sans orientations et sans un dessein global, ni les marchés nationaux ni les marchés mondiaux ne pouvaient fonctionner efficacement et de manière équitable. Il a été noté que plus l'économie était libéralisée, plus il était important de fixer des objectifs de développement. Le cas de l'Asie orientale a été cité pour montrer l'importance de l'existence de rapports sains entre les entreprises et l'État, faisant qu'une fois que des objectifs de développement ont été formulés c'est essentiellement le secteur privé qui, avec l'appui des pouvoirs publics, se charge de les réaliser.
2. Quelle que soit l'utilité des objectifs de développement, il a été noté qu'il fallait qu'ils soient adaptés aux besoins particuliers du pays, qu'ils soient définis par le pays lui-même et que des ressources suffisantes y soient consacrées. L'expérience passée a démontré qu'il était absolument futile de fixer des objectifs mondiaux ou nationaux sans prévoir les ressources voulues ni apporter un soutien politique à leur mise en oeuvre, et que c'était aller au devant d'un sentiment généralisé de déception et de découragement.
3. Il a été suggéré de se mettre à la recherche de nouveaux modèles de développement qui privilégient la dimension humaine, c'est-à-dire des modèles

qui renforcent la dignité de l'être humain et attachent de la valeur à sa vie au lieu d'en faire fi; des modèles où la croissance du PNB est un moyen et non une fin; des modèles qui répartissent les revenus plus équitablement au lieu de les concentrer; des modèles qui reconstituent les ressources naturelles à l'intention des générations futures, et non qui suppriment des possibilités pour l'avenir ou qui les compromettent; des modèles enfin qui incitent la population elle-même à participer aux événements et aux mécanismes qui façonnent la vie des individus. Il a été suggéré que toute stratégie de lutte contre la pauvreté devrait comporter au moins trois éléments : mobilisation sociale, décentralisation et mise en valeur des ressources humaines. D'un commun accord, on a estimé que chaque pays devait adapter des modèles de développement pour les faire répondre à ses propres besoins.

4. On a souligné à quel point il importait que chaque pays ait une stratégie de développement bien à lui. De plus en plus, a-t-on pensé, c'était les collectivités locales et la société civile – organisations non gouvernementales et entreprises privées – qui auraient le plus d'influence sur le développement.

5. Il y a eu des échanges de vues sur la question de l'établissement d'objectifs de développement universels. Aucun consensus ne s'est nettement dégagé, mais les objectifs ci-après ont semblé recueillir l'adhésion de nombre de participants : réduire de moitié l'incidence de la pauvreté d'ici à l'an 2010 et assurer, au même horizon, un accès universel aux services sociaux élémentaires que sont l'éducation primaire, les soins de santé primaires, la disponibilité d'eau salubre, une alimentation suffisante et des services de planification familiale. On a été d'avis qu'il revenait à chaque pays de fixer son propre calendrier, mais qu'il se pourrait que de tels objectifs aient leur place dans une vision commune du développement.

6. La question des objectifs concrets que pourraient se fixer les pays en développement n'a pas été examinée à fond, mais le Président en a suggéré plusieurs sur lesquels pourraient porter des débats futurs, par exemple :

- Atteindre un taux de croissance par habitant au moins égal à 3 % par an, afin de doubler le niveau des revenus en une génération;
- Réduire de 1 % le taux d'accroissement de la population d'ici une quinzaine d'années;
- Consacrer 20 % du budget de l'État aux services sociaux élémentaires;
- Dépenser pour l'éducation et la santé au moins le double des sommes consacrées au budget militaire.

Les participants ont été d'avis que des objectifs de développement concrets ne pouvaient être fixés qu'en fonction du cas particulier que représente chaque pays.

7. Il ne s'est pas dégagé de modèle général du rôle que doivent jouer les pays développés, mais nombre de suggestions ont été avancées, parmi lesquelles les suivantes :

- Réaffectation de l'aide existante en vue de se rapprocher de l'objectif de la répartition 20/20;
- Allocation d'une aide par habitant deux fois plus élevée aux pays dont les dépenses militaires sont faibles, ce qui est exactement le contraire de ce qui se passe actuellement;
- Définition par chaque pays donateur d'un calendrier précis en vue d'atteindre, sur les 14 prochaines années, l'objectif des 0,7 % d'APD;
- Sensibilisation à la nécessité de régler le problème de la dette extérieure des pays les plus pauvres, de façon qu'aucun pays dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars n'ait un solde des transferts négatif;
- Augmentation du nombre des principaux bénéficiaires de l'investissement étranger privé pour le porter de 10 à une trentaine ou une quarantaine d'ici 14 ans, en collaborant étroitement avec les pays intéressés pour y améliorer le climat de l'investissement;
- Élimination beaucoup plus complète des pratiques protectionnistes des pays de l'OCDE;
- Interdiction des exportations d'armes vers les points chauds en puissance;
- Suppression des subventions actuellement accordées aux exportateurs d'armes;
- Mise en place de restrictions transparentes permettant de faire obstacle au déplacement de l'argent de la corruption vers des banques étrangères.

8. On a relevé le paradoxe suivant : au moment même où l'économie se mondialise de plus en plus, le rôle des institutions multilatérales diminue. On a avancé l'idée qu'il faudrait renforcer le multilatéralisme et instaurer une collaboration beaucoup plus étroite entre les organismes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods.

9. On a beaucoup parlé de la proposition japonaise tendant à accroître l'efficacité du Conseil économique et social en créant un bureau élargi d'une quinzaine de membres auquel on délèguerait davantage de pouvoir de délibération et de prise de décisions. Aucun consensus ne s'est clairement dégagé, et des réserves ont été formulées à propos du caractère restrictif de la proposition. Le Président de la Conférence, l'Ambassadeur Owada, a noté que toutes les catégories de pays importantes pourraient être représentées par rotation au sein d'un bureau de dimension restreinte, et que de toute manière les conclusions de ce bureau seraient soumises au comité plénier. L'impression générale était qu'il fallait accroître le poids de l'ONU dans les débats économiques et sociaux, mais on n'a pas pu préciser exactement comment y parvenir.

10. On a insisté à plusieurs reprises sur le besoin de coopération régionale et sur la nécessité de développer les échanges Sud-Sud et de faire une plus grande place aux commissions économiques régionales et aux banques de développement régionales - ce qui comptait particulièrement pour les pays de taille modeste sur le plan économique. Il a été noté que jusqu'alors la coopération régionale avait été marquée davantage par de grandes envolées que par de grandes décisions.

11. Plusieurs participants ont indiqué qu'à leur avis il faudrait que les droits de l'homme figurent eux aussi dans toute série d'objectifs.

12. Il y a eu un débat animé sur la question de savoir s'il fallait aborder les problèmes de développement de manière globale ou individualisée. Certains participants ont craint qu'une démarche "différenciée" conduise à un processus à plusieurs vitesses qui laisserait loin derrière un certain nombre de pays. D'autres ont précisé que lorsqu'on parlait de démarche individualisée, il s'agissait de trouver des solutions adaptées à chaque pays, et non des solutions de second choix. Il a été assez généralement admis que les politiques relatives au développement de tel ou tel pays ou de telle ou telle région devaient tenir compte de ses besoins et de sa situation propres, notamment en ce qui concerne la population, l'existence de ressources naturelles, la situation par rapport au commerce mondial et le fait que le pays soit ou non en cours de conversion à l'économie de marché.

III. SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 22 MARS 1996

Après les exposés présentés par les présidents des trois sous-groupes, le Président a suggéré de consacrer la séance plénière à une réflexion constructive. Il a invité les participants à rechercher des éléments communs et à en faire une synthèse afin de dégager dans la mesure du possible des convergences de vues, en évitant de reproduire les débats qui avaient eu lieu au sein des sous-groupes.

Les participants à la Conférence ont exprimé à maintes reprises l'espoir que la Conférence donnerait une impulsion à la recherche d'une nouvelle conception du développement et qu'elle trouverait des approches novatrices pour la réaliser. Plusieurs participants ont estimé que le Japon avait pris une excellente initiative en relançant le débat sur le développement, et ils espéraient qu'il continuerait à jouer un rôle de catalyseur à cet égard. On souhaitait vivement que la Conférence produise un document reflétant les idées exprimées et le dynamisme dont elle avait fait preuve pour que l'on puisse donner une forme concrète à ses orientations générales lors de débats futurs.

Cette revitalisation de la notion de développement paraissait cruciale à l'heure où nombre de pays donateurs optaient pour une politique d'austérité budgétaire et avaient besoin de convaincre le contribuable et le législateur de la légitimité de l'appui accordé aux organisations multilatérales en général et au développement en particulier.

Au cours d'un large débat, les thèmes suivants ont été fréquemment évoqués et ont rencontré un écho auprès de nombreux participants :

1. Il fallait impérativement réformer l'ONU et restaurer la crédibilité de l'action en faveur du développement aux yeux de l'opinion publique. Un participant a fait valoir que nul organisme oeuvrant pour le développement ne devait échapper à l'obligation de faire la preuve de son efficacité et que la réforme n'était pas une option facultative. Notant les contraintes budgétaires subies par bon nombre de pays industrialisés, un autre représentant a fait observer que le simple fait de débattre d'une stratégie de développement exigeait du courage. Un troisième participant s'est inquiété du fait que la tendance à la réduction des coûts fragilisait les organisations multilatérales et le système des Nations Unies et que les coupes budgétaires étaient toujours dirigées contre les entités vulnérables.

On a également émis l'opinion que les organisations tant bilatérales que multilatérales devaient faire face aux défis de la réforme et de l'accroissement de l'efficacité.

2. Les participants ont réfléchi à la meilleure manière de défendre la cause du développement et de la justifier par des arguments convaincants auprès du public, en concentrant l'attention notamment sur le rôle que des objectifs pourraient jouer. Il a été suggéré à ce propos que les objectifs devaient être raisonnables, réalistes, quantifiables et simples dans leur expression. Un participant était d'avis qu'il fallait limiter leur nombre. Cette idée était compatible avec l'accent mis sur la définition de priorités claires en matière de développement, qui auraient une "valeur symbolique forte". En cette période de réduction des budgets consacrés au développement, il était indispensable de fixer des priorités et de les consolider, a-t-on fait remarquer.

3. Les participants sont convenus que les objectifs spécifiques devaient être établis en concertation par les pays donateurs et les pays bénéficiaires, et les termes "pacte" et "contrat" ont été fréquemment employés. Le débat a été amorcé par un représentant qui a demandé s'il y avait contradiction entre le fait de fixer des objectifs et l'idée que les programmes de développement étaient du ressort des États, et si l'établissement de directives précises ne revenait pas à dicter une cadence aux pays bénéficiaires.

Cette interrogation a suscité des prises de position sur la nécessité de maintenir l'attention portée aux besoins des pays lors de la fixation des objectifs. On a également souligné que les objectifs devaient être interprétés comme un "geste" politique exprimant le soutien accordé aux pays en développement pour la mise en oeuvre d'une stratégie de développement spécifique qui constitue une prérogative nationale. Il a été noté qu'une volonté politique était requise de la part des donateurs aussi bien que des bénéficiaires pour réaliser les objectifs.

Un certain nombre de participants ont évoqué la création possible d'un groupe d'experts ou d'une entité similaire comme étant l'instance la plus appropriée pour s'atteler à cette tâche. Un tel groupe pourrait comprendre entre 15 et 20 experts, ou seulement 4 ou 5 membres dans un cadre plus restreint; ou encore, une équipe spéciale pourrait être mise en place à l'Université des Nations Unies à Tokyo.

4. Lors des discussions portant sur les partenariats pour le développement (se présentant sous la forme d'un pacte ou d'un contrat conclu entre pays donateurs et pays bénéficiaires), on a dit à plusieurs reprises que les pays en développement devaient prendre une part plus active et assumer davantage de responsabilités.

Quelques participants ont mis l'accent sur le développement participatif, dans lequel on récompenserait la démocratie et une gestion avisée de l'économie et des affaires publiques. Plusieurs autres ont fait valoir qu'il faudrait prendre en compte des indicateurs non seulement quantitatifs, mais aussi qualitatifs pour mesurer les progrès accomplis. L'importance capitale des facteurs qualitatifs qui déterminent l'évolution vers une société plus stable, plus sûre, plus démocratique et plus juste a également été soulignée pour la réalisation des objectifs chiffrés.

5. La plupart des participants ont estimé qu'une approche globale de cette nature était indispensable pour se donner concrètement les moyens de réaliser les objectifs. Si l'APD jouait toujours un rôle vital, d'autres éléments tels que le commerce, les investissements privés et la rentabilisation des investissements, étaient également essentiels.

On a considéré que les systèmes de financement, pour répondre aux impératifs d'efficacité et de viabilité, devraient avoir un caractère novateur et tenir compte de la nécessité d'une reconstitution des ressources. Un participant a préconisé la mise au point de nouvelles formules de financement combinant des fonds provenant à la fois de pays bénéficiaires et de pays donateurs.

6. On a fait observer que le problème de la répartition des crédits budgétaires dans les pays bénéficiaires était l'envers de l'approche globale à suivre en matière de financement et qu'il fallait se pencher sur des questions telles que l'endettement extérieur. Plusieurs participants ont également fait référence aux dépenses militaires excessives.

En réponse à des questions sur le coût de la réalisation des objectifs, un participant a fait remarquer que, d'après les calculs effectués par cinq organismes des Nations Unies s'occupant d'aide au développement, on estimait que l'éradication de la pauvreté (englobant généralement l'enseignement primaire, les soins de santé maternelle et génésique, la nutrition, l'assainissement de l'eau et la planification familiale) entraînerait un coût supplémentaire de l'ordre de 30 à 40 milliards de dollars par an pendant 10 ans. À l'heure actuelle, le coût du service de la dette se chiffrait à quelque 150 milliards de dollars par an et les dépenses militaires du tiers monde à environ 130 milliards de dollars. Selon le participant, une réorientation serait suffisante pour dégager les ressources nécessaires. Il a également noté que la croissance économique n'était pas nécessairement une condition préalable pour le financement des dépenses sociales fondamentales; dans certains pays - au Japon, en Malaisie et en République de Corée, par exemple - on avait observé le phénomène inverse.

7. Un certain nombre de participants ont fait observer que l'expression "approche différenciée" pouvait donner lieu à des malentendus. Par exemple, un représentant s'est demandé si l'on porterait une attention suffisante aux

préoccupations partagées par tous les pays en développement quant à l'émergence d'un protectionnisme éventuel dans les pays de l'OCDE, au moment où un grand nombre de ces pays étaient en train de libéraliser leur économie et demandaient des débouchés commerciaux, au lieu d'une aide.

8. Les participants se sont généralement montrés favorables à l'idée de réinvestir une partie des économies résultant de la rationalisation des organismes des Nations Unies dans des activités au profit des pays en développement, telles que la réduction de la pauvreté.

9. Une coopération synergique entre les institutions régionales et les organisations multilatérales peut également contribuer à la solution des problèmes de développement. Plusieurs participants ont attiré l'attention sur le rôle des régions dans le développement. Ainsi, la coopération régionale pourrait favoriser un développement durable dans des domaines comme l'utilisation des ressources stratégiques (eau et énergie) et la gestion de l'environnement. Un participant a noté que l'Union européenne était un cas particulier mais que l'Amérique latine et l'Asie offraient également de bons exemples de coopération régionale. La coopération entre régions pourrait renforcer le processus de développement à l'échelle de la planète et apporter un complément aux actions multilatérales menées par le système des Nations Unies.

Un participant a fait observer que le débat consacré au développement à l'ONU, et en particulier à un agenda pour le développement, exigeait une impulsion politique et, partant, un niveau de représentation plus élevé pour pouvoir donner naissance à des orientations générales et à des mesures concrètes. Ce point de vue a rencontré une large approbation parmi les orateurs suivants.

Lors des réunions des différents sous-groupes et en séance plénière, il a été largement admis qu'il était souhaitable d'améliorer la coordination et de renforcer la synergie entre les institutions de Bretton Woods et les organismes des Nations Unies. On a suggéré de confier cette tâche au Conseil économique et social, après sa réforme.

Statements made at the
Tokyo Conference on Development Strategy

Keynote Address by Mr. Kazuo Ogura
Deputy Minister for Foreign Affairs of Japan

(Introduction)

It is my great pleasure to make the opening address at this Tokyo Conference on Development Strategy. I believe that a conference on development issues is most timely, inasmuch as the discussions on the reform of the United Nations are now at an important stage and development strategy is being intensively discussed in several international forums, including the United Nations. The close inter-relationship between these two issues is, I understand, widely recognized. A new development strategy and reform of the United Nations are both essential to effectively promote sustainable development toward the twenty-first century, and I hope that we will be able to give some valuable inputs into the discussion of these subjects through the Conference held today and tomorrow.

/...

(A New Development Strategy)

Since 1960, the General Assembly of the United Nations has proclaimed four consecutive Development Decades. It has adopted a number of declarations, programmes of action, and development strategies designed to strengthen international cooperation for development. As we look back on our experiences of the past four decades, however, we note that in the context of the confrontation between East and West, development issues tended to be politicized and as a result were not addressed, as they should properly have been addressed, from the perspective of development. The end of the Cold War marked a fundamental change in international politics, and with it, the relations between North and South entered a new stage. In consequence, I believe, an environment is emerging in which the problems of development can be squarely addressed based on a new global partnership. We are being given a real opportunity to build such a partnership, which will enable developed and developing countries to work together to meet the challenges of development.

An important feature of the evolution of the world today is increasing interdependence--interdependence not only in economic terms, but also in terms of global issues such as poverty, environment, population, food security, and the advancement of women, all of which require efforts not only at the national but also at the international level.

It is therefore high time that every country and region in the world, developing and developed alike, work to build a new partnership to tackle the challenges humankind faces as it approaches the twenty-first century. It is in this context that the roles of the United Nations and other international organizations are becoming increasingly important, and that they are being expected to do more.

/...

At the same time, however, many developed countries are experiencing great financial difficulties, which are imposing severe limits on their capacity to make contributions to international organizations and are exerting downward pressure on the development assistance they can provide. In addition, the role of government in promoting development is being redefined in the face of the global trend toward liberalization and deregulation.

Under these circumstances, I wish to make three points:

First, eradication of poverty is a challenge to which we must respond, and doing so will require intensive efforts on the part of the whole international community. In 1993 the General Assembly of the United Nations proclaimed that the year 1996 would be the International Year for the Eradication of Poverty. This is a timely initiative on the part of the United Nations designed to focus world attention on this urgent issue.

Second, the key to our success is a new global partnership. It is increasingly important that all nations work together to build and implement a new development strategy designed to meet the challenges the world can be expected to face in the twenty-first century.

Third, in the process of working out and implementing a new development strategy, it is crucially important to reinvigorate the roles of international organizations, and in particular that of the United Nations, which should serve as the catalysts for the global partnership that is essential to the new strategy.

I would like now to offer some thoughts on the three main pillars of a development strategy based on such a new global partnership. They are also the three themes to be addressed in the sub-group sessions this

afternoon. I am referring to the objectives of development, the role of the United Nations and other international organizations in sustainable development, and methods of promoting development.

(Objectives of Development)

In order to promote joint efforts based on new global partnership, it is important that the nations of the world, both industrialized and developing, share a clear vision as to the state of the world should be in the early twenty-first century. We must establish a clear and positive vision in order to help people in developing countries gain a strong sense of the goals they should strive to achieve. A clear vision is also necessary for people of donor countries. It will help convince taxpayers in donor countries of the need for development cooperation. It is important to have a vision of the future because, under the global partnership between developed and developing countries, all parties should work together and all of us need encouragement to continue and strengthen our efforts.

In order to arrive at a vision, a set of well-defined development objectives should be formulated. And setting concrete milestones would contribute to that end. Objectives defined with concrete milestones should cover both economic aspects and non-economic aspects of development, such as social development.

Such a comprehensive set of objectives, which together would constitute a realistic and positive vision of the world, would be extremely useful, as they would promote joint efforts by the entire world community: developing countries, developed countries, international organizations, and NGOs.

(Role of the United Nations and Other International Organizations in Sustainable Development)

In an increasingly interdependent world, international organizations, especially the United Nations, have a crucial role to play in promoting sustainable development. They must serve as focal points in the coordination of international efforts and also provide effective assistance for developing countries. It is therefore essential that Member States demonstrate that they are committed politically to supporting and fully utilizing international organizations, not only by eloquent speeches but also by concrete actions. The fiftieth anniversary of the United Nations offered an unprecedented opportunity for leaders of its Member States to declare their support for that world body. At the same time, however, the UN is now facing financial difficulties and calls for reforms in a range of areas echo around the world. Under these circumstances, it is essential for us to secure progress in the work of improving the development activities of international organizations. Coordination in and relevant organizations should also be improved both at the general policy level and at the field level.

With regard to coordination at the general policy level, the Economic and Social Council should be enabled to carry out its mandate under the UN Charter "[to] coordinate the activities of the specialized agencies through consultation...and recommendations...." (Article 63 of the Charter). For that purpose, we should explore ways of enhancing the effectiveness of ECOSOC. For coordination at the field level, the use of Country Strategy Notes should be encouraged, the system of resident coordinators should be

improved, and the idea of common premises pursued. Coordination should also be strengthened between the United Nations and the Bretton Woods institutions. Although they might not be able to work under a single conductor, they should share a score in promoting sustainable development with a harmony strategy.

Beyond these suggestions as to efforts to improve coordination, I would like to offer one idea for addressing the financial constraints under which the UN labors and reinvigorating the role it plays in development. Although many arguments may be advanced for promoting rationalization in light of these constraints, reform should not be a euphemism for budget-cutting. The purpose of reform is to bring about effective utilization of available resources and greater efficiency on the part of the relevant institutions in promoting sustainable development. I would therefore like to propose that a part of savings achieved through rationalization of UN development institutions be reinvested in development activities, for example, those aimed at the eradication of poverty. Such linkage between savings and reinvestment would contribute to reinvigorating the role of the UN in sustainable development by promoting a continuing adjustment to current realities and emerging priorities.

(Methods of Promoting Development)

In promoting development, policy measures in different areas should be combined in a coherent manner. The main pillar of such a comprehensive approach is mobilization of resources--not only Official Development Assistance, but also private sources of funding, which are becoming increasingly important for development in today's world. Out of the US \$169 billion that flowed into developing countries in 1994, \$112 billion, or about two thirds, were from private sources. Under these circumstances,

/...

ODA should be used first in sectors that are not attractive to private investors. At the same time, ODA could play an important role of catalyst to mobilize domestic resources in developing countries and to induce foreign investment.

In addition to efforts to secure sufficient resources, it is important to take measures in other policy areas, such as trade or technology transfer. The globalization of the world economy also makes it increasingly important to promote the development of human resources, capacity- and institution-building in developing countries. All members of the global partnership, including developing countries, developed countries, and international organizations, have roles to play in implementing this overall approach.

Development efforts should address the needs of countries and regions in all their diversity. While it is necessary to improve economic conditions, it is also necessary to protect the environment and improve social conditions. The needs to be addressed vary from country to country, from region to region, and may include population growth, health, the protection of children, emergency relief, and post-conflict stabilization leading up to reconstruction. All these factors imply that policy measures should be tailored and adapted according to different needs and conditions.

Before leaving the subject of methods of promoting development, I would like to mention one form of cooperation as a particularly good example of global partnership. It is South-South cooperation. Assistance between developing countries, for example, the transfer of know-how gained in the course of development, can be very effective. Such a type of cooperation should be promoted more actively and given expanded international support. It was to that end that the UN General Assembly last year invited

/...

the UNDP to establish a voluntary trust fund for the promotion of South-South cooperation. It is our hope that it will do so.

(Conclusion)

My intention in making this opening address has been to raise issues for discussion at this conference, rather than offer a definitive statement on how they should be resolved. I hope that you will give them intensive consideration from a variety of perspectives.

In an increasingly interdependent world, all of us, all the peoples of this planet, are in the same boat. By means of our discussion here, we hope to make progress toward identifying our destination, the ways and means we shall employ to reach it, and a method of ensuring that we act in harmony. On the other hand, we must take care: discussion, if it is not constructive, can also cause our boat to sink. We must bear clearly in mind that what we are working toward is a clear vision of our future and a new global partnership to carry it out.

I hope that the debate here will be constructive and that the Tokyo Conference will serve to promote the partnership we seek to establish.

**Address by James Michel
Chair, Development Assistance Committee
Organisation for Economic Co-operation and Development**

The famous English author, Charles Dickens, once began a book about events near the end of the 18th century with a description of the period as being "the best of times" and also "the worst of times". We who are witnessing the final years of the 20th century might well believe that we have a special appreciation and understanding of the historic contradiction which Dickens described so simply and yet so eloquently.

Forces of globalisation are encouraging a convergence of economic policies upon all nations who would compete in an increasingly interdependent global market place. Instantaneous flows of information, technology and capital have accelerated the pace of change. Along with an opening of economic systems to greater competition and greater efficiency, we are seeing an opening up of political systems, with increased opportunities for citizens to have a voice and stronger incentives for more responsive and more accountable government.

At the same time as this greater convergence is occurring, there is a trend toward greater diversity among nations. Old labels of "North" and "South", like those of "East" and "West", have less meaning today than they did just a few years ago. And if one of the forces that is shaping the contemporary environment for development is globalisation, the other is a focus on people, with all their differences, as the principal subjects of the development process.

Remarkable progress is being achieved by many countries and many people. At the same time, too many countries and too many people are not participating in this progress. For them, the quality of life is deteriorating. The combination of unsustainable consumption, intolerable poverty, rapid population growth and environmental deterioration casts a shadow over the future. The future looks especially bleak in those places where there has been a generalised breakdown in civil order and a descent into the human tragedies we have learned to call "complex emergencies".

For some it is the best of times; for others, like the children of Rwanda, Liberia, Somalia, Bosnia and other war-torn societies whose faces look out at us from the pages of the 1996 UNICEF report on the state of the world's children, it is unquestionably the worst of times.

This historic contradiction, like the one 200 years earlier of which Mr. Dickens wrote, is a warning, an indication of unstable and unsustainable conditions. It is crucial that we recognise that warning, and that we take the necessary actions to achieve stability and sustainability.

We face unprecedented opportunities for human achievement in the coming new millennium. We have many advantages that did not exist at the time of previous

transitions in history. In particular, we have a broad awareness that as we approach the end of the 20th century security has come to have less to do with the strength of our armies and more to do with the needs and concerns of human beings and the quality of their environment. With that awareness, we can understand that the poverty and suffering of any of us diminishes the security of the rest of us. That understanding should provide the basis for a broad international consensus that development is important to the security and well being of everyone.

We also have the advantage that more than 40 years of development co-operation have taught us many valuable lessons about how the international community can best support development. There is broad international support for a model of locally-owned, people-centred and participatory development, based upon principles of self-reliance, integrated strategies and accountability for results. This model envisions development co-operation as a partnership, with mutuality of benefits and responsibilities and a principal focus on strengthening capacities for self-help through effective assistance, coherent policies and respectful dialogue.

But we all know that actual practice often departs markedly from that widely accepted model. People in the industrialised countries tend to favour support for sustainable development; but they also tend to give priority to domestic concerns. Donors tend to favour local ownership and responsibility; but their needs to assure accountability and to demonstrate results often cause them to insist on control over their investments, even at the expense of sustainability. Developing countries, for their part, sometimes hesitate to adopt and to implement reforms that will help them to escape from aid dependency, but that will pose short-term political and social costs.

Public confidence in development co-operation efforts is in decline in many countries; donor country governments are under intense pressure to find ways to reduce public expenditures, and developing country governments are being pressed to demonstrate the benefits of reforms. Multilateral and bilateral institutions are denied resources and at the same time expected to achieve more. The risk is real that aid fatigue and adjustment fatigue might combine to frustrate the actions we know are necessary and that can improve fundamentally the prospects for a more secure and prosperous future.

We need to devise strategies that can help make the model a reality, one that can demonstrate convincing progress and command broad public and political support. That means that we must deepen the international consensus from the general to the specific and work together in a spirit of genuine partnership.

These considerations make this a most timely conference. Before proceeding further I want to congratulate the Ministry of Foreign Affairs of Japan for taking the initiative to organise this event. If we are convinced that development efforts must reflect local commitment, initiative and capacity in order to succeed, then it is imperative that development co-operation strategies be shaped through dialogue in which developing country partners are full participants. The Ministry of Foreign Affairs has provided a valuable service to all of us by making available this opportunity for constructive dialogue. I am grateful to have been invited, and look forward to learning from the many distinguished participants assembled here.

/...

I also want to express appreciation to all who are participating in this conference. For me, fostering a consensus in favour of effective development co-operation policies is a full-time job. Everyone else here has many other responsibilities. It is encouraging that so many of you have found this discussion of development strategies to be of sufficient importance and urgency to warrant your participation. Together, I am sure we can move far beyond the question of whether we are living in the best or the worst of times. We can advance the prospects for making the present into a solid base on which to build a better future.

In the Development Assistance Committee of the OECD we adopted in 1995 a policy statement entitled *Development Partnerships in the New Global Context*. The Development Assistance Committee (DAC), of course, is an organisation made up entirely of aid donors. The policy statement, therefore, reflects a donor perspective. But it is a perspective grounded in considerable experience, and the statement was fashioned against the background of an extraordinary, widely participatory dialogue in recent years -- from Rio to Beijing -- on a broad range of development issues. The DAC's *Development Partnerships* statement is a consensus of development ministers and heads of aid agencies. But it seeks to represent a broader international consensus by incorporating what those ministers and agency heads have learned from others about development co-operation.

Because I think it is such an important reference for our deliberations here in Tokyo, I have appended the *Development Partnerships* statement to the written text of my remarks. I will not take your time this morning with a detailed description of what it says. It is discussed at some length in the DAC's annual Development Co-operation Report for 1995. As you can see, it takes up only two sides of a single page and does not take long to read. I commend it to your attention. There are a few aspects of the statement, however, that bear directly upon our work here. I'd like to touch on these briefly.

First, the statement contains what I believe is an important clarification in the roles of partners in development co-operation. It states that achievement in sustainable development needs to be based on integrated strategies that incorporate a number of key economic, social, environmental and political elements. It makes clear that these strategies need to be locally owned, and then goes on to say that the role of the external partners is to help strengthen capacities in developing partner countries "to meet these demanding, integrated requirements for sustainable development, guided by the conditions and commitments in each country".

In a related point, while the statement expresses the vital necessity for concessional resources, it also acknowledges that developing countries are ultimately responsible for their own development and that their own resources are the most important source of investment in their economic and social progress.

Together, these two points amount to an unambiguous endorsement of local ownership and local responsibility for development. If donors believe what their policy statement declares, they need to shift the focus of their programmes away from trying to do things for developing countries and their people, and toward helping them increase

their capacity to do things for themselves. Paternalistic approaches must give way to true partnerships in which local actors progressively take the lead and external partners support their efforts to increase capacities and to assume greater responsibility.

A second feature of the statement is that its emphasis on local ownership of the development process and putting people at the centre of development policy reflects a strong endorsement of participatory development. It necessarily follows that national governments are no longer the only partners. Participatory development requires, by definition, participation -- by government at all levels, national, regional and municipal; by the institutions of civil society, including non-governmental organisations, civic groups, business and labour associations, and a free press; and by individuals.

A third important feature is the statement's acknowledgement of the critical importance that development co-operation efforts take place within a broader context of policies that favour development. This is reflected in its call for integrated strategies by the developing countries, and also in a call for consistent, open economic policies by the industrialised countries that do not undercut development objectives.

At the end of the statement, the ministers and agency heads reaffirmed their commitment to work together in the Development Assistance Committee "to help prepare strategies looking to the next century". Toward that end, they initiated an exercise to reflect on the record of development co-operation and on aspirations for the future. They set a limited scope for their collective look into the next century -- only until 2010. And they set a limited time for their deliberations in what we have come to call by its French name, the *exercice de réflexion*. They undertook to collaborate in the preparation of a report to be taken up at their next meeting in the DAC, scheduled for May 1996.

One of the first issues considered by the senior officials participating in this DAC exercise was the question of how to express the objectives of development co-operation in a way that would foster effective common efforts and make clear to the people and leaders of the industrialised and the developing countries the importance of the stakes involved. They concluded that it would be very helpful to select a few specific goals from among the many that have been agreed to by the international community. This approach would make the vision more concrete and also more understandable. In addition, it would set standards against which the performance of the international community could be measured.

Even as work proceeds on the preparation of a report for the DAC High Level Meeting in May, the Development Committee of the IMF and the World Bank is preparing to take up at its meeting in April the report of the Task Force on Multilateral Development Banks. At the same time, the Executive Directors of the Bank and the Fund are considering a jointly prepared proposal for action to resolve the debt problems of the heavily indebted poor countries. The Government of France, which will host the summit meeting of the G-7 in Lyon in June, has publicly expressed its interest in addressing development issues in that forum. And, of course, the General Assembly of the United Nations will take up in September the Secretary General's initiative of an Agenda for Development.

In this room there are assembled representatives of institutions that are involved in all of these current efforts to improve the prospects for development, increase the effectiveness of development co-operation and deepen public and political support. The confluence of all these international efforts and events provides us with a unique opportunity. I think the same kind of reasoning that led the senior officials of bilateral agencies to build their work in the DAC around the idea of specific development targets applies as well to the other ongoing international efforts. We can have a positive influence on all these initiatives by focusing in our discussions at this conference on the identification of targets of achievement, and on how they can best be pursued in our international co-operation efforts and in the accompanying public and political debates about development.

This is an enterprise that carries with it significant risks. If the international community is able to express its aspirations in terms of ambitious but achievable targets, and if it succeeds in building public and political support for those targets, it will be creating expectations. For the industrialised countries, the principal immediate risk is that failure to pursue those targets seriously will undermine the credibility of development co-operation, placing aid budgets in even greater jeopardy. For the developing countries, failure to pursue the targets seriously will have more profound consequences. For them, the targets represent a vision of hope for a better life -- an enhanced capacity for their people to participate in the economic, political and cultural life of their societies, and an enhanced capacity for their societies to participate effectively in the global system. An undermining of that hope would pose a threat to the preservation of the confidence and social cohesion that are the hallmarks of all successful examples of development.

Nevertheless, I don't think we really have any choice. Some fundamental decisions will be made this year about development and development co-operation, and about their place on the international agenda. Those decisions will set directions which will make it either easier or more difficult to preserve the sense of shared values and interests that are necessary to collaborative management of global issues of common concern.

I won't claim that the future of development co-operation, in itself, will have a decisive effect on whether we degenerate into a world of conflict and chaos. However, I do believe that there can exist in the next century a co-operating world in which future generations will work together to eradicate the worst of poverty, disease and conflict, to preserve the environment, and to promote improved conditions for participation and human fulfillment. And I am confident that development co-operation will have some influence in determining what kind of world will exist. The stakes in a stable, sustainable future for this planet and all who inhabit it are too high for us to forego that influence.

So let us try over the next two days to advance as far as we possibly can a shared understanding of what development goals are most appropriate, how they should be set, and the ways and means to achieve them. And let us also advance our understanding of the role of the United Nations system and its various funds, entities and programmes and how they can best contribute to sustainable development. When we adjourn tomorrow, let us do so with a sense of satisfaction that we have helped to guide the international dialogue on development strategies in directions that will command the broadest understanding, support and prospects for success.

APPENDIX

Development Partnerships in the New Global Context

Members of the Development Assistance Committee (DAC) of the OECD met on 3-4 May 1995 at the level of Development Co-operation Ministers and Heads of Aid Agencies.

They agreed on shared orientations for their development co-operation efforts and preparing for key challenges of sustainable economic and social development into the 21st century.

Members also expressed deep concern that domestic preoccupations and budgetary pressures in some Member countries could seriously jeopardise the international development co-operation effort at a critical juncture.

For three decades, the highest rates of economic growth in the world have been achieved among developing countries, notably in Asia and Latin America. Many formerly poor countries have made rapid advances in standards of living, fuelled by expanded trade, capital and technology flows. Development co-operation has helped, and must continue to help, lay the foundations for their success.

Yet many countries and people have not yet shared in this progress, or have even lost ground. At the same time, numerous countries, including countries in Africa, are adopting far-reaching economic and political reforms. They seek to increase opportunities for their people, and to integrate successfully into a highly competitive, interdependent world.

Development and greater interdependence require high levels of domestic effort, high standards of accountability, and a strong civil society. Open, participatory economic and political systems are increasingly important factors. Meanwhile, the basic notion of security is being redefined, placing much more weight on the needs and concerns of human beings and the quality of their environment.

More widespread and sustainable progress now depends on building strong capacities to achieve good governance, reduce poverty, and protect the environment. Civil conflict, terrorism, population and migration pressures, epidemic disease, environmental degradation, and international crime and corruption hinder the efforts of developing countries and concern us all.

Within this new context, thriving developing country partners will contribute to greater prosperity and greater security in their own regions and globally. We therefore endorse the following strategic orientations, and commend them for active support in their own countries and throughout the international community.

1. Development co-operation is an investment

Support for development has contributed to extraordinary achievements in economic and social well-being. Well over two billion people have increased their incomes, life-expectancy, education, and their access to basic services. Development co-operation has also led to the emergence of new economic partners who play an increasingly dynamic role, generating new trade, investment, and jobs—as well as the need for adjustment—in our own countries. Developing country markets for OECD exports have expanded by 50 per cent since 1990.

We regard development co-operation as a key investment in the future.

2. Combating poverty at its roots is a central challenge

Support for development reflects our enduring concern for the human dignity and well-being of others. Despite the promising trends in many developing countries, more than one billion people still live in extreme poverty. Yet, building on lessons learned, there are good prospects for significantly reducing poverty in the coming years.

We will focus our support on strategies and programmes that will work to enable the poorest to expand their opportunities and improve their lives.

/...

3. Strategies for success are now available

Experience has shown that achievements in sustainable development, and effective co-operation, need to integrate a number of key elements:

- A sound policy framework encouraging stable, growing economies with full scope for a vigorous private sector and an adequate fiscal base.
- Investment in social development, especially education, primary health care, and population activities.
- Enhanced participation of all people, and notably women, in economic and political life, and the reduction of social inequalities.
- Good governance and public management, democratic accountability, the protection of human rights and the rule of law.
- Sustainable environmental practices.
- Addressing root causes of potential conflict, limiting military expenditure, and targeting reconstruction and peace-building efforts toward longer-term reconciliation and development.

We will focus our co-operation on helping to strengthen capacities in our partner countries to meet these demanding, integrated requirements for sustainable development, guided by the conditions and commitments in each country.

4. Development assistance is vital to complement other resources

Developing countries themselves are ultimately responsible for their own development. Their own earnings, savings and tax revenues are the most important source of investment in their economic and social progress. For development to succeed, the people of the countries concerned must be the "owners" of their development policies and programmes.

We remain committed to generating substantial resources for development co-operation to back the efforts of countries and people to help themselves.

Private investment flows are mainly attracted by the most dynamic countries and sectors of the developing world, and private donations are directed primarily to immediate humanitarian needs. Official development assistance remains vital for many key investments in developing countries, especially the poorer countries.

5. Other policies need to be coherent with development goals

Expanded trade, investment and other linkages, and the growing role of the developing countries in the international economic system (notably in the World Trade Organisation) have raised the stakes for OECD countries. It is critical that other policies not undercut development objectives.

We will work with the other policy-makers concerned to ensure that our countries follow consistent, open economic policies in relations with our development partners.

6. Our co-operation must be effective and efficient

Both bilateral and multilateral development assistance must be managed for maximum efficiency and effectiveness. We are confident that past achievements and lessons learned in development co-operation show clearly how best to reinforce current efforts of developing countries.

We will intensify our activities in aid co-ordination, the evaluation of aid effectiveness, peer reviews, and the implementation of best practices.

The agreed principles and best practices for effective aid must be implemented with rigor. Critical evaluation must be an ongoing feature of development assistance efforts, to identify the best and most cost-effective approaches. Public accountability, based on indicators of achievement, is essential.

7. The Development Assistance Committee will advance these priorities

Co-operation for sustainable development is a fundamental concern of the OECD. Effective development co-operation helps to strengthen the multilateral system and promotes job-creating growth and social cohesion on an international scale. OECD members commit substantial resources toward this effort, including more than \$50 billion annually in official development assistance, 90 per cent of the world's total

We reaffirm our commitment to work together in the Development Assistance Committee to implement the directions outlined here for this decade, to integrate the contributions of development co-operation with the other policy priorities of Members, and to help prepare strategies looking to the next century.

**ADDRESS BY MR. K. Y. AMOAKO,
EXECUTIVE SECRETARY OF THE
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA**

**Meeting the Development Challenges
facing Africa in the 21st Century:
The Role of ECA**

It is an honour and a pleasure to be among you, at such a gathering, to consider the vital issue of UN reform and development strategies in Africa. It is appropriate that I, as an African, and head of the Economic Commission for Africa, should be called upon, given that our continent represents the greatest development challenge. But to be speaking to you today on such a critical topic, and in such a setting, is particularly valuable. I thank you most sincerely for the opportunity. I intend to make full use of it, to share with you the development challenges facing Africa, and to consider together the strategies we will adopt to realise that vision in the 21st Century.

And what an inspiring venue this is, in which to script a scenario, about overcoming enormous difficulties to achieve economic success. What a lesson is around us here, in what can be built out of human skill and energy, with strong partnerships, in a climate of peace and stability, and in the right policy

/...

environment. Today Japan, this great economic power, has become the strongest of development partners. The world's largest donor of Official Development Assistance, supplier of well over one billion dollars a year in bilateral aid to sub-Saharan Africa. And with even more to offer Africa as a development partner in terms of expertise, experience and relevant strategies, as the original powerhouse of the East Asian economic miracle.

Now it is our continent that is gearing itself to embark on the long journey. I would like to sketch for you the road ahead, to review where Africa is today, and to look at the role of the United Nations, and of the Economic Commission for Africa.

Africa is the biggest challenge for the UN itself. As the Secretary-General, Dr Boutros-Ghali, has warned in launching the Agenda for Development: 'the failure to help improve the human condition of a whole continent would be a moral and political defeat for the UN. Africa remains the great test of an effective agenda for development.'

But as the Secretary General also said, about the launching of the great UN Special Initiative on Africa last week, 'the chances of Africa emerging from its crisis are better now than in many years.' Even in the midst of our critical problems, there are hopeful signs and indicators emerging that African recovery is ahead, if we

can gear ourselves to seize the moment. If we can follow a clear vision of absolute poverty eliminated within the next generation.

And it is a direct attack on poverty, with all the resources that we in Africa and our global partners can muster, that MUST be at the heart of our strategy for sustainable development.

What are the hopeful signs and signals that dispel some of the gloom and light our way? Our own research is confirming that no less than half the countries of Africa at the moment are enjoying real economic growth in excess of their population growth rate. More than one third of these countries last year recorded growth of 6 percent and above. And among these, economists are noting a sustained upward trend.

This is in a broader context in which democratic experiments, the opening of markets and the growth of civil society are all continuing trends.

Our African landscape is not one undifferentiated mass. It is a mosaic, a spectrum, within which, as we go towards the 21st century, there is a new Africa emerging. We see the fruits of positive growth beginning to appear in those countries which are applying economic and political reform with stamina and determination.

Poverty reduction, let me stress once more, is the ultimate and overarching objective of all development strategies. I would like to illustrate this in the simplest of ways, out of the African experience, looking at our socio-economic landscape as it is.

Our continent is enormously wealthy in terms of natural resources, so much so that we have no business to be poor — if we can develop and apply our great HUMAN resources in the right way, and with the right kind of assistance from our partners.

But the vicious circle of reality has to be broken: 2 out of 5 of Africa's people — and rising — live in poverty, in absolute poverty. They can only struggle, with hard work and ingenuity, to keep alive. In the rural areas, people scratch the exhausted land to grow food without enough water for crops. They use up forests for their own and for city fuel. In urban settlements, people find a hundred informal ways to do business, so the family can survive, but often without access to schools, to clinics, even to drinkable water. The coping mechanisms of our rapidly growing population contribute to the pressure on the local environment.

A sustainable environment for Africa, occupying one quarter of the earth's landmass, is crucial in stabilising the planetary environment.

Certainly, we cannot meet the challenge posed by the population-food security-environment nexus, unless our economies are on a sound footing. We need policies for robust growth. BUT — we have to adopt a direct poverty reducing strategy, with employment opportunities, to sustain broad-based and labour intensive growth. We have to empower the poor to take part in this growth, if it is to spin the vicious circle into a virtuous cycle. That is, the women, the children, rural people, those in the informal sector, the struggling private enterprises.

There has to be a division of responsibility between the public and private sector. What are needed are new synergies based on being complementary to each other, rather than adversarial. What a crying need there is in Africa, for this understanding, from both sides. The state has to maintain a conducive environment to enable the private sector to emerge and grow into a significant employer, wealth creator and engine of the economy.

Japan, post world war Japan, has been one of the great venues, the great models for that enabling dynamic relationship.

I spell out these well-known factors in the great historical equation of modern East Asian development, only because they have so much relevance for us in Africa. What we will need, and will have to work for, is that conducive policy environment and

the political climate to encourage sustained structural transformation.

We need liberating market forces, to set prices freely, to create efficient markets. We need — as I have noted some of our countries are already doing — to restore and preserve macroeconomic stability.

Of course we cannot strengthen our economies without partners, and this is where we need to build the long-term socio-economic stability, through political and economic liberalisation, to encourage outside investment. As an essential foundation, we need to mobilise domestic resources through savings and internal investment.

Any mobilisation of financial resources comes up against one huge obstacle, that is Africa's external debt crisis, which remains unresolved. It is, in the graphic image conjured up by the UN Secretary-General, "a millstone around the neck of Africa." The challenge can never be far from our minds. It has been the spur to frequent resolutions and declarations from the OAU and other bodies, calling for sustained development assistance from Africa's external partners, pleading for a lasting solution to the debt burden.

An overarching dimension, adding urgency to our strategies, is the need to prepare Africa for the realities of globalisation. How

can we seize the opportunities offered by this process. How can we climb aboard and use its momentum, and not be totally sidelined and marginalised by it?

A key element of the strategy for becoming competitive in the world economy is to strengthen regional economic integration in Africa. Global trade liberalisation is proceeding at the same time as regional economic megamarkets are developing, sweeping away internal barriers in regional groupings. But in Africa, for all our decades of dreams and efforts, we still offer minimarkets, often landlocked, with no effective intra-African trade, few if any economies of scale.

Opening up African economic space, and letting trade between countries expand without restriction, may be the single most neglected potential engine for the continent's economic growth, and a prerequisite for its integration into the highly competitive world economy of the future; letting factors of production flow freely across borders.

A new approach is needed. The traditional approach to integration, which relied on interactions among governments, and which mirrored state-led development strategies, clearly has not been effective. Our new approach needs to be based on promoting the growth of African enterprises, opening national markets to create an African market. We need to harmonise policies at the

/...

regional level, especially in the promotion of foreign direct investment.

It is in meeting these challenges in Africa that the United Nations is going to be judged. The UN system as a whole is undergoing reforms, to strengthen its development role, to do better in and for Africa. So what are the principles that should guide its work?

There are a range of challenges on its agenda for reform. First of all, the UN agencies as a whole:

- * have to adopt a much more tenacious approach to promoting development than in the past;
- * we need to sharpen our focus on objectives and priorities
- * in programme delivery, we must be more cost effective in our use of scarce human and financial resources
- * monitoring needs to be strengthened and evaluation sharpened.

There are several principles which will have to be incorporated into its regional programmes as well as its field operations in Africa, to be effective in meeting the challenges.

One which guides UN assistance is the country focus of UN activities. This principle is dear to member states. It calls for a

/...

sharper focus on individual countries by all agencies of the UN family, including Bretton Woods institutions working together as a team.

Nor can the UN be fully effective if it works only with governments. In Africa, UN agencies have to embark on stronger cooperation with the Organisation of African Unity, the African Development Bank, and the regional economic organisations.

UN agencies need also to continue developing channels for joint operations with NGOs and other civic organisations in view of their strong involvement with the grass roots, where development challenges cease to be dry statistics and assume real personality.

It is on these principles that the UN Special Initiative on Africa has been based. It is the greatest set of UN projects in Africa ever drawn up. At the heart of this ten-year programme are two major commitments: to promote throughout the continent universal basic education, and primary health care. They account for the bulk of the 25 billion dollars of resources expected to be mobilised and dispersed as a result of the initiative.

We at ECA will be very much playing our part in this UN system We will lead or co-lead with other agencies in a range of projects, from South South cooperation for trade promotion, to

/...

strengthening civil society, promoting the Informal sector, and in harnessing Information technology for development -- a field where ECA already leads the electronic networking campaign in Africa.

We at ECA are feeling more motivated and clear in our minds than ever about how we need to address the challenges of the 21st century. We are in the midst of renewing the organisation to serve Africa better.

Since joining ECA last year it has been my task to take the lead in strenuously embarking on a major reform and reconstruction process. It is part of the broader stream of change, to confront the special problems and challenges of the time we are in, within the entire UN system, and in Africa as a whole.

We have consulted widely and intensively about our new directions — on what ECA's role will be. We have developed a road map, a clear sense of where we are going, in a revised and enriched document on our Strategic Directions. We are having important meetings with our Partners in development around the world, and we are geared for this most important phase of our journey. Some major reorganisation in ECA takes effect next month. Our programme guidelines are set for submission to our Council of Ministers in May.

Many of you here will want to join and support us on our journey. On what pathways will you find ECA in future? What will be different, more effective, about the way we work?

ECA already has proud achievements in its record since 1958. It played a central role in the creation of several African regional economic institutions, notably the African Development Bank. It was an architect of such initiatives as the Lagos Plan of Action. Now, the renewed ECA is being revitalised as a policy integrator, a networker and disseminator of development ideas and best practices among its African member states. We are reorganising to strengthen our current staff through training and exchanges. We are preparing to bring in fresh blood. We are embarking on new communications strategies and methods.

Above all, we are sharpening our programme focus, using our comparative advantages to be cost effective and relevant, responding precisely to those challenges I have been outlining, such as the nexus, informatics, regional integration, the strengthened synergy between public and private sector in development management.

As I said earlier, we are already taking a lead in networking development information through new technology, and in urgently promoting Africa's membership of the information society, to avoid even greater marginalisation. Gender will be mainstreamed

/...

in all our work. This is a particular concern of mine, because empowering women is at the centre of social justice, and of any strategy for Africa's economic takeoff.

Our mandate already puts ECA at stage centre, in the scenario of African development. To network effectively, that is where we have to be. Most of the challenges African countries face have a regional scope and can best be tackled through regional cooperation. This too, is at the heart of our mandate.

I have reviewed development strategies and structures, but in the end it is the human spirit which inspires us to take on the challenges. By that I mean the way so many of our people still stand tall, after two decades of crisis in Africa. Where formal economic activities and support structures collapse so many battle to survive, through their own ingenuity, in the informal economy, creative and resourceful, their spirit of enterprise alive and well.

What echoes that sets up, of stories from the early post-war years about the peoples of East Asia. Can we in Africa hope to make a few small miracles along our own way? If we are to break through, there are three things we need: a conducive policy environment in the continent, more progress in ending local conflicts, and the understanding and support of partners around the world.

I would like once more to express our appreciation, and to pay tribute to our hosts, in putting Africa first in tackling development strategies. With such partnerships, and if we keep our heads clear and our hearts strong, absolute poverty can be eliminated in the span of one generation.

ANNEX III

LIST OF PARTICIPANTS

Afghanistan	H.E. Dr. Ravan A.G. FARHADI (I) Permanent Representative to the United Nations
Albania	H.E. Mr. Pellumb KULLA (III) Permanent Representative to the United Nations
Antigua and Barbuda	H.E. Dr. Patrick A. LEWIS (II) Permanent Representative to the United Nations
Argentina	H.E. Mr. Carlos E. ZABALLA (II) Under Secretary, International Cooperation, MOFA
Australia	Ms. Miranda J. RAWLINSON (II) Assistant Director General, Australian Agency for International Development
Azerbaijan	H.E. Mr. Eldar G. KOULIEV (II) Permanent Representative to the United Nations
Bangladesh	H.E. Mr. Reaz RAHMAN (III) Permanent Representative to the United Nations
Belize	H.E. Mr. Edward Arthur LAING (II) Permanent Representative to the United Nations
Bhutan	H.E. Mr. Ugyen TSHERING (II) Permanent Representative to the United Nations
Brazil	H.E. Mr. Henrique R. VALLE (III) Deputy Permanent Representative to the United Nations
Burkina Faso	H.E. Mr. Gaetan R. OUEDRAOGO (I) Permanent Representative to the United Nations
Canada	Mr. John M. ROBINSON (I) Vice-President Policy Branch, Canadian International Development Agency
China	Mr. Tiankai CUI (III) Counsellor, Department of International Organizations and Conferences, Ministry of Foreign Affairs
Colombia	Mr. Leonardo CARVAJAL (III) Private Secretary of the Minister for Foreign Affairs
Costa Rica	H.E. Mr. Jose J. CHAVERRI (I) Coordinator in the Ministry of Foreign Affairs
Cote d'Ivoire	Mr. Konan KRAMO (III) Technical Adviser to the Minister, Ministry of Foreign Affairs
Cyprus	H.E. Mr. Nicos AGATHOCLEOUS (II) Permanent Representative to the United Nations
Denmark	H.E. Mr. Birger RIIS-JORGENSEN (III) Under Secretary for Bilateral Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Egypt	H.E. Dr. Ahmed M.H. GOMAA (II) Deputy Assistant Minister for International Political Affairs, MOFA

Ethiopia	H.E. Dr. Mohammed DURI (III) Permanent Representative to the United Nations
France	Mr. Jean-Michel SEVERINO (II) Director of Development, Ministry of Cooperation
Gambia	H.E. Mr. Momodou Kebba JALLOW (I) Permanent Representative to the United Nations
Germany	Dr. Klemens VAN DE SAND (III) Deputy Director-General, Federal Ministry of Economic Cooperation and Development
Guatemala	H.E. Dr. Julio A. MARTINI HERRERA (II) Permanent Representative to the United Nations
Guyana	H.E. Mr. S.R. INSANALLY (III) Permanent Representative to the United Nations
Haiti	H.E. Mr. Pierre LELONG (I) Permanent Representative to the United Nations
Hungary	H.E. Dr. Istvan NATHON (III) Permanent Representative to the United Nations
India	Dr. Isher J. AHLUWALIA (III) Research Professor, Centre for Policy Research
Indonesia	Mr. WARDANA (II) Deputy Director for Multilateral Economic Cooperation, Department of Foreign Affairs
Italy	Mr. Paolo BRUNI (II) Director General for Cooperation, Ministry of Foreign Affairs
Japan	H.E. Mr. Hisashi OWADA (III) Permanent Representative to the United Nations (Conference Chairman) H.E. Mr. Kazuo OGURA Deputy Minister for Foreign Affairs, Ministry of Foreign Affairs (Keynote Speaker) Mr. Atsushi HATAKENAKA (I) Director-General of the Economic Cooperation Bureau, Ministry of Foreign Affairs (Chair of the Sub-group I) Mr. Kazuo ASAKAI (II) Director-General of the Multilateral Cooperation Department, Ministry of Foreign Affairs (Chair of the Sub-group II) Mr. Norio HATTORI (I) Deputy Director-General of the Economic Cooperation Bureau, Ministry of Foreign Affairs Mr. Wataru NISHIGAIRO (II) Director of the United Nations Administration Division, Multilateral Cooperation Department, Ministry of Foreign Affairs Mr. Hirohito ISHIDA (I) Director of the Multilateral Cooperation Division, Economic Cooperation Bureau, Ministry of Foreign Affairs
Lesotho	H.E. Mr. Percy Metsing MANGOELA (III) Permanent Representative to the United Nations

Liberia	H.E. Mr. William BULL (I) Permanent Representative to the United Nations
Malawi	H.E. Prof. James David RUBADIRI (III) Permanent Representative to the United Nations
Mali	H.E. Mr. Moctar OUANE (II) Permanent Representative to the United Nations
Mauritius	Mr. Dhurmahdass BAICHOO (III) Director-General, Multilateral Directorate (Economics), International and Regional Cooperation, Ministry of Foreign Affairs
Morocco	H.E. Mr. Benhima EL GHALI (II) General Director for Multilateral Relations and Global Cooperation, Ministry of Foreign Affairs and Cooperation
Namibia	Mr. Andrew P. NDISHISHI (III) Deputy Permanent Secretary, National Planning Commission
Netherlands	Mr. Jacobus N.M. RICHELLE (I) Director-General for International Cooperation, Ministry of Foreign Affairs
Nigeria	H.E. Prof. Ibrahim A. GAMBARI (III) Permanent Representative to the United Nations
Pakistan	Mr. Sibte Y. NAQVI (III) Director General for Economic Coordination Ministry of Foreign Affairs
Papua New Guinea	H.E. Ms. Lucy B. BOGARI (I) Deputy Secretary, Department of Foreign Affairs and Trade
Philippines	H.E. Mr. Felipe MABILANGAN (I) Permanent Representative to the United Nations
Republic of Korea	Mr. Chul Ki JU (III) Director-General of International Economic Affairs, Bureau of the Ministry of Foreign Affairs
Romania	H.E. Mr. Ion GORITA (III) Permanent Representative to the United Nations
Russian Federation	Mr. Iouri N. ISSAKOV (II) Deputy Director, Department of International Organizations, Ministry of Foreign Affairs
Seychelles	H.E. Mr. Marc Michael MARENGO (II) Permanent Representative to the United Nations
Spain	Mr. Juan Antonio MARCH PUJOL (I) Director General, Iberoamerican Cooperation Institute
Sudan	H.E. Mr. Hamid Aji ELTINAY (I) Deputy Permanent Representative to the United Nations
Sweden	Mr. Mats KARLSSON (II) State Secretary for International Development Cooperation, Ministry of Foreign Affairs
Thailand	H.E. Dr. Thakur PHANIT (III) Deputy Permanent Representative to the United Nations
Turkmenistan	H.E. Mrs. Aksoltan T. ATAIEVA (II) Permanent Representative to the United Nations

Mr. Konstantyn GRYSHCENKO (II)
Deputy Foreign Minister of Ukraine

United Kingdom Mr. Richard G. MANNING (I)
Under-Secretary and Principal Finance Officer,
Overseas Development Administration

United States of America Mr. Colin BRADFORD (I)
Assistant to the Administrator, Bureau for Policy and Program Coordination, USAID

Uzbekistan H.E. Mr. Fatikh G. TESHABAEV (I)
Permanent Representative to the United Nations

Viet Nam Mr. Nguyen Quang THAI (I)
Vice President, Development Strategy Institute, Ministry of Planning and Investment

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

European Commission Mr. Pierre R. DEFRAIGNE (I)
Director of North South Relations, European Commission
(Lead Discussant)

ECA H.E. Mr. K.Y. AMOAKO (I)
Executive Secretary of the Economic Commission of Africa
(Keynote Speaker)

OECD Mr. James. H. MICHEL (I)
Chairman of Development Assistance Committee, OECD
(Keynote Speaker)

UNCTAD Dr. Yilmaz AKYUZ (III)
Chief, Macroeconomic Unit, UNCTAD

UNDP Dr. Richard JOLLY (II)
Special Advisor to the Administration of UNDP on Human Development
(Lead Discussant)

UNHCR Mr. Kenichiro SASAE (II)
Special Advisor to the High Commissioner, UNHCR

United Nations University Mr. Touru YANAHARA (II)
Professor, Economic Department, Hosei University

Prof. Jun NISHIKAWA (III)
Professor, Waseda University
(Lead Discussant)

Dr. Mahabub ul HAQ (III)
President, Human Development Centre, Islamabad
Former UNDP Special Advisor
(Chair of the Sub-group III)
